

ABONNÉS

LE SOIR

Retrouvez l'ensemble de nos grands formats sur notre site plus.lesoir.be, notamment un reportage en Irak, « A Bagdad, avec les révoltés de la place Tahrir ».

plus.lesoir.be

Le réveil arabe, de l'Acte I en 2011 à l'Acte II en 2019

Pendant des décennies, on croyait les Arabes résignés sous le joug impitoyable de régimes corrompus et liberticides. Mais une puissante aspiration à la dignité s'est imposée, brisant leurs chaînes. Ici en 2011, et là en 2019.

BAUDOUIN LOOS

L'année 2019 restera-t-elle dans l'Histoire du siècle comme celle où se sera développée la seconde phase d'un vaste mouvement d'émancipation des sociétés arabes après l'essor initial daté de 2011 ? Autrement dit, après l'acte I des « Printemps arabes », assiste-t-on à l'Acte II, huit ans plus tard ? Quatre pays arabes, le Soudan, l'Algérie, l'Irak et le Liban, qui avaient été peu ou prou épargnés par les mouvements de contestation de leurs entrailles civiles en 2011, ont en tout cas expérimenté cette année des soubresauts sociopolitiques d'une ampleur sans précédent qui laisseront des traces indélébiles.

Les « printemps » de l'hiver 2010

Souvenons-nous : l'année 2011 avait été marquée par ce que les politologues, faute de mieux, avaient qualifié de « printemps arabes ». Les Tunisiens (dès décembre 2010, en réalité), puis les Égyptiens avaient donné le ton, dressant avec courage des centaines de milliers de poitrines face aux forces de l'ordre des régimes dictatoriaux en place. Symboles de ces régimes, Ben Ali et Moubarak, avaient dû courber l'échine et s'en aller. La soif de dignité, de justice et de liberté avait alors triomphé. Au moins momentanément.

L'onde de choc se répandait ensuite au Maroc, au Yémen, en Syrie, au Bahreïn et en Libye. Des pays où les pouvoirs en place choisirent de recourir à la violence, à l'exception du Maroc, où le roi Mohamed VI se résolut très vite à octroyer une nouvelle constitution (un fifrelin plus démocratique que la précédente) pour calmer les ardeurs d'une jeunesse d'ailleurs très minoritaire dans sa posture insoumise.

Une montagne de cadavres syriens

En Syrie, la famille Assad, au pouvoir sans partage depuis 1970, n'a jamais imaginé capituler face à une contestation surtout populaire dans les zones sunnites défavorisées, périurbaines ou rurales. La sanglante répression allait vite dépasser le seuil du tolérable pour nourrir une sale guerre où tous les coups furent permis, entraînant l'exil de millions de gens, la mort par violence de près d'un demi-million de personnes, l'essor d'un djihadisme hideux, les interventions étrangères et la victoire relative, grâce à ses alliés russes et iraniens, d'un Bachar el-Assad campé sur une montagne de cadavres et de cendres.

Assad avait eu le temps de méditer sur le sort funeste de ses collègues en tyrannie de Libye (Kadhafi) et du Yémen (Saleh) emportés puis tués dans des conflits armés entre rebelles et milices d'obédiences diverses où les interven-

tions étrangères n'avaient pas manqué. En Égypte, la « contre-révolution », alimentée par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis terrifiés par les succès électoraux de l'islam politique, allait bientôt, dès le 3 juillet 2013, prendre le dessus et remettre aux manettes un militaire, Abdelfattah al-Sissi, prompt à établir un régime liberticide comme le pays, pourtant rompu aux régimes totalitaires, n'en avait jamais connu.

L'exception tunisienne

Seule la petite Tunisie, solitaire dans ses efforts de démocratisation, sortait du lot d'échecs. Surmontant moult convulsions parfois sanglantes, la société civile tunisienne – plus développée et dynamique qu'ailleurs – allait finir par forcer l'adoption d'une constitution de loin la plus progressiste de la région. Mais la classe politique locale, y compris les islamistes d'Ennahda, les mieux organisés et partageant le pouvoir depuis 2012, n'allait pas tenir la comparaison. Au point que, écoeurés par l'incompétence des responsables, la corruption endémique et la faillite des institutions, la population élira en 2019 un président inconnu, Kaïs Saïed, à la réputation d'honnête homme.

Cette année 2019, parlons-en. De Khartoum, du Soudan tout entier, venaient de manière inattendue les premiers remous annonciateurs d'une révolte contre un autre pouvoir arabe aus-

si autoritaire que vermoûlu. Exit le vieil Omar el-Béehir, donc, sacrifié en avril par l'armée omniprésente et qui défendra chèrement ses privilèges. Deux cent cinquante morts plus tard, la population soudanaise touchait presque au but : un accord avec l'état-major prévoyait une transition vers un régime civil. Abdallah Hamdok, le nouveau Premier ministre depuis septembre dernier, est d'ailleurs un économiste. Comme Saïed à Tunis, il devra déployer des dons de magicien pour sortir l'économie nationale de la banqueroute virtuelle.

En Algérie, ces civils serviles

D'Algérie allait bientôt rugir le cri d'une indignation monstrueuse, à l'échelle du pays, quand il apparut, en 22 février, que les clans militaro-affairistes au faite du pouvoir allaient demander au président en place depuis vingt ans, le grabataire aphasique Abdelaziz Bouteflika, de rempiler pour un cinquième mandat. Cette ultime insulte à son intelligence, le peuple algérien n'allait pas la pardonner. Et de descendre dans les rues par millions pour hurler, pacifiquement mais fermement, son hostilité non seulement au « rais » (alors vite remis au placard par les « décideurs ») mais aussi à ce régime militaire qui, depuis toujours, se dissimulait derrière une façade de civils serviles.

Le bras de fer allait durer huit mois – il est en réalité loin d'être terminé –



Dirigeant qui n'est plus au pouvoir



Zine el-Abidine Ben Ali

Première révolution arabe en janvier 2011, seule vraie expérience démocratique encore en cours, mais situation socio-économique catastrophique. Le tyran Ben Ali est mort en exil.



Abdelaziz Bouteflika

Le régime d'obédience militaire fait face à une immense contestation populaire en 2019. Il a dû sacrifier Bouteflika. Les Algériens accepteront-ils le président « élu » le 12 décembre ?



Mohamed VI

Le roi a pris la contestation de vitesse avec des réformes superficielles en 2011. La situation économique demeure très tendue et le palais reste sourd face aux secousses sociales.



C'est de Tunisie que tout est parti, en janvier 2011 - ici, le 14 janvier 2012, à Tunis, les manifestants célèbrent le premier anniversaire de la révolution qui a renversé Ben Ali. © EPA.



Depuis plusieurs mois, des foules immenses défilent dans les rues algériennes, ici à Alger même, pour obtenir le départ du pouvoir en place. © REUTERS.

entre l'armée représentée par son chef le général Ahmed Gaïd-Salah, contraint de montrer pour la première fois qu'il détenait toutes les clés du régime, et un « hirak » (mouvement de protestation) aussi déterminé que... inorganisé et

grand format